

Gouvernance, rumeur et cacophonie

La rumeur court depuis plusieurs semaines, ce qui n'est pas pour déplaire à tout le monde et notamment à ceux qui s'impatientent dans les anti-chambres du pouvoir. Mais pour une fois, les bruits persistants et les conjectures n'ont pas pris leurs sources dans les rédactions de journaux. Ils furent plutôt alimentés par des petites formules assassines qui désaccordaient l'harmonie de façade des premières sphères.

Le ministre des Finances, grand pourfendeur de la piètre gouvernance, ne serait pas, dit-on, le dernier à soulever un changement d'hommes et de perspective globale afin de donner de la cohérence aux actes de l'Etat et de la cohésion au sein de l'attelage.

Certes il n'exprime pas son scepticisme sur le mode de la clarté, mais cela ne change guère le sens de ses propos et ce qu'il suggère à demi-mot. Ses diagnostics cinglants sur le désordre régnant l'utilisation de l'argent public sont suffisamment parlants pour identifier ceux qu'il vise. Ceux-là vont de l'incurie de départements ministériels qui dorment sur des projets budgétaires, jusqu'à la volatilité des finances allouées au titre des programmes locaux et qui ne génèrent que la petite rente.

Il aura donc beau se défendre contre les interprétations obliques de ses propos et insister uniquement sur ses devoirs de scrupuleux gardien du veau d'or, il ne pourra pas cependant en atténuer la cruauté politique, ni exorciser ceux qu'il désigne. Après toutes ces volées de bois vert, monsieur Ouyahia ne devrait plus dormir du sommeil du juste, lui qui découvre que celui qui siège à ses côtés au gouvernement a manqué de retenue, de réserve et même de charité politique. Car quelle que soit la posture que l'argentier sera tenu d'adopter, il lui sera difficile de gommer le tollé qu'il a suscité dans le microcosme. Quoi qu'il fasse, le malentendu avec son chef formel est sur la place publique accablant toutes les spéculations. Même ceux qui sont chargés de ramener à de modestes proportions cette cacophonie savent qu'elle ne sera pas sans conséquences dans les rapports futurs au sein du gouvernement. En somme, le problème global de la gouvernance est à nouveau posé et ne manquera pas d'inclure d'une manière ou d'une autre le

président de la République. Autant écrire, que celui-ci ne peut pas se contenter de constater les dégâts ; et faire en sorte que les dérapages de l'un et le mutisme narquois de l'autre sont de l'ordre de la coquetterie et des humeurs de caractère sans grand préjudice pour la conduite des affaires. Déjà qu'au tout début du mois de novembre 2004 une subtile passe d'armes a opposé les deux hommes après un vote censitaire à l'APN, relatif à certaines propositions de la loi de finances. Le financier ayant exprimé de l'amertume quant à cette introuvable majorité parlementaire dont le chef du gouvernement était tenu de mobiliser pour faire passer ce texte. Un premier "couac" dans la cohésion gouvernementale et les premiers signes d'une divergence plus grande qui ne manquent pas par la suite de lézarder une gouvernance et d'envisager l'invalidation d'un équipage. Par ailleurs, certains commentateurs s'inscrivent contre la rumeur et ses bruissements attestant qu'aucun changement n'est pour le moment programmé dans l'agenda du président.

Mettant en avant le "style" du chef de l'Etat qui privilégie les décantations lentes en attribuant aux incompatibilités une vertu auto-régulatrice de l'action, ils concluent sur le statu quo actuel. L'assertion manque de sérieux et cela pour un double motif. D'abord l'intérêt qu'il y a à donner un coup d'accélérateur à l'économie en période d'aisance financière impossible à impulser avec un conglomérat de commis tirant à "hue et à dia". Ensuite le souci du président de ne pas être absorbé par l'intendance afin de se consacrer aux chantiers de la refondation nationale : amnistie, révision constitutionnelle, etc. A ce propos, certains articles de presse ont mis innocemment en relief la rareté des conseils des ministres dans le bilan de l'année écoulée : huit au total. Inclination naturelle, c'est-à-dire un "style" qui le pousse à déléguer une prérogative constitutionnelle à son premier ministre dont l'arsenal en matière d'arbitrage est limité. Même si en 2004 les conseils de ministre ont connu une ponctualité toute relative au prétexte que nous étions en saison de grandes manœuvres électorales, les années précédentes n'en étaient pas plus riches. Avant Ouyahia, Smail Hamdani, puis Benbitour et Benflis concurent la

même liberté "d'agir" reconnaissable au désintéressement de la plus haute autorité. Les affaires publiques étant concentrées dans le pôle secondaire de la chefferie, l'on ne pouvait que s'attendre à des parasitages lorsque l'on sait que les titulaires des grands ministères prennent leurs feuilles de route ailleurs et en dehors des avis du premier ministre. Depuis la Constitution de 1989 et la mouture de 1996, le poste de chef de gouvernement a toujours constitué une fausse clé dans l'édifice de l'exécutif. Siège éjectable en période de crise, il redevient parfois une sinécure pour son titulaire dans les moments d'intenses implications du président. Mais il ne s'est jamais imposé comme un lieu géométrique réel d'où partent les initiatives et se conçoit une politique. Le caractère hybride d'une telle chefferie dont les contours des prérogatives demeurent à ce jour indéfinissables résume parfaitement son extrême fragilité. En effet, de quelle influence peut se prévaloir l'impétrant issu d'un courant politique minoritaire désigné à la tête d'une coalition dont les deux tiers n'appartiennent pas à sa famille ? N'est-ce pas actuellement le cas du cabinet Ouyahia qui, au nom d'une majorité présidentielle, joue au cocher de substitution ?

Certes le chef de l'Etat, dépositaire de pouvoirs étendus, est en droit de faire les choix qui l'agrément mais encore faut-il qu'au-delà de leurs singularités, il impose à tous un minimum de solidarité et les mêmes lunettes pour appliquer son programme. Parmi tous les moyens à sa disposition, il y a l'inévitable conclave à réunir plus souvent pour anticiper sur les approches et rapprocher les points de vue.

Ces conseils de ministres, importants moments de débat interne, servent également à donner à la fonction de premier ministre la primauté qui lui fait tant défaut légalement.

Le franc parler de Benachenhou prend à revers non seulement le maquillage habituel des bilans mais aussi les faux semblants propres au monde politique. A contrario, cette hygiène contre la langue de bois se paye du prix d'une crise gouvernementale. En balayant les soporifiques déclarations de ses pairs avec des propos peu engageants, il met de son côté tous les rieurs que compte l'opinion, mais aussi dans la gêne les bons samaritains uniquement doués pour la

bonne parole et les tonitrueuses promesses. Mais son coup de canif aux tactiques us des gouvernances n'en fait pas pour autant de lui un dissident ni même un électron libre.

Ce financier qui avance avec des gros sabots parle assurément avec l'aval de quelques mentors.

En crevant des abcès qui l'excèdent, il compte sensibiliser le chef de l'Etat à la nécessité de certains réaménagements. Pour résumer sa démarche, disons qu'il fait nécessairement œuvre de politicien sous le label de l'orthodoxe technocrate. Il fournit au moulin du pouvoir le grain à moudre de l'argent public comme un raccourci à tous les désaccords qu'il assume. Que ceux-là soient de l'ordre des incompatibilités personnelles ou qu'ils traduisent des positions de principe importe moins que la problématique centrale de l'édifice gouvernemental. Le profond malaise qu'inspire à chaque fois les calculs à l'origine des nominations ne s'est pas estompé en dépit des époques et des mandats. L'on a souvent cité avec regret cette propension du pluralisme partisan à ne se battre que pour arracher des quoteparts de maroquins et aux pouvoirs en conséquence à aller au-devant de ces désirs pour le tenir en laisse. Certains analystes pointus se sont à leur tour amusés à évaluer, en termes de trajectoires universitaires et de travaux académiques, les profils de nos ministres. Ils concluent que la filiation partisane a été plus déterminante dans la carrière que la compétence. Évidemment, ils n'ont pas manqué de donner en exemple quelques-uns d'entre eux et même de dauber sur la promotion d'un prédicateur-exorciste au poste très technique de ministre de la pêche. Au nom donc des promesses d'allégances en période électorale, le pays a découvert le plus détestable des marchandages : celui de sacrifier au clientélisme politique, les compétences sans apparement.

Ce mode distributif inauguré avec le multipartisme n'aura finalement servi ni les libertés publiques ni la conduite du char de l'Etat.

Bénéficiant d'un contexte favorable et fort de la plénitude de ses prérogatives, Bouteflika a aujourd'hui la capacité de soustraire la gouvernance aux sollicitations et à lui insuffler la culture de la performance et uniquement celle-ci. Car la critique au fleuret mouicheté à



Par Boubekeur Hamidechi

laquelle s'est prêté l'argentier n'est pas un avatar inhérent à toute dynamique d'une gestion mais le signe avant-coureur des pannes à venir. Le caractère composite des approches qui se basculent à l'intérieur du gouvernement n'est pas le moindre des défauts d'une mécanique déjà obsolète. Il est notoire qu'un gouvernement privilégiant à l'excès le "panachage" transpartisan finit toujours par n'être qu'une escouade faite de bric et de broc. Et c'est de cela qu'il s'agit aujourd'hui. La rumeur aura beau être démentie à partir des tribunes officielles, il restera quand même dans l'opinion un sentiment de gâchis et une attente insatisfaite. Les plaintes de Benachenhou ne sont pas des mea culpa personnels mais presque des procès d'intention. Et mieux encore, un acte d'accusation à l'encontre des modalités à l'origine de l'incompétence placée aux manettes des affaires publiques. Ce ministre de plein exercice dont on s'efforcera de qualifier d'impair son parler vrai vient de contribuer à rendre vains tous les rabibochages coutumiers sauf à l'accuser à son tour de "travail fractionnel" et de sourcier de la cacophonie.

Alors ce sera à lui de remettre son tablier et au pays à s'installer dans une autre fatalité : celle d'admettre que nos dirigeants ne savent pas ce que "changer" veut dire.

B. H.

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoirdalgerie.com>
E-mail : info@lesoirdalgerie.com

LE PEN ET LE DEVOIR DE MEMOIRE

Banaliser les crimes de la bête immonde

Le devoir de mémoire n'est pas un simple slogan ou une mode passagère en France. Pour avoir — encore ! — exprimé des points de vue qui pourraient donner à penser que l'occupation de ce pays n'était pas la tragédie que l'on connaît, Jean-Marie Le Pen a soulevé une véritable tempête qui n'est pas près de s'atténuer. Et si les commentateurs sont nombreux à penser que le sinistre personnage d'extrême droite agit beaucoup plus pour faire parler de lui que pour remuer les couteaux dans la plaie de l'histoire, ils n'en expriment pas moins leur dégoût face à des thèses révisionnistes qui pourraient banaliser le crime nazi et déculpabiliser les assassins SS et leurs collaborateurs.

L'unanimité qui a marqué cette réaction collective de la France, toutes opinions confondues, exprime bien la vigilance de la classe politique et de la

société civile face à toute tentative de travestir la réalité historique et d'ouvrir la porte à de nouvelles dérives qui pourraient trouver un terrain favorable au cas où la garde baisserait.

Cette sorte de veille, non codifiée et non institutionnalisée, est la force d'une république. On l'a vue se manifester massivement lorsque le peuple français a senti le danger au cours de l'élection présidentielle, répondant collectivement à l'appel de la conscience pour barrer la route à ce même Jean-Marie Le Pen qui a eu l'insigne privilège d'accéder au second tour, par la faute d'un parti socialiste borné et sans imagination.

La justice française trouvera des arguments forts pour sanctionner les errements de ce néo-nazi dont le parcours est une suite ininterrompue d'atteintes aux droits de l'homme et beaucoup peuvent témoigner de sa brutalité.



Et ce lien avec notre pays nous amène à parler de la triste réalité que nous impose aujourd'hui une amnistie générale qui va laver de leurs crimes abominables les terroristes intégristes qui ont dépassé les Allemands dans leurs basses et ignobles œuvres.

Où est le devoir de mémoire ? Seules certaines veuves éplorées continuent de s'y attacher dans les colonnes de quelques quotidiens encore ouverts aux idées de progrès et de justice. Existe-t-il chez nous une conscience collective qui mesure les dangers d'une telle entreprise pour l'avenir de nos enfants, eux qui vont vivre sur l'idée d'un "grand pardon" qui aura mis le criminel et la victime sur un pied d'égalité. Mais qui pardonne qui ? Et qui pardonne à qui ? S'il est admis que la réconciliation nationale est une issue inéluctable que personne de sensé ne peut

Par Maâmar Farah

ignorer, la suite qui lui est donnée dans le cadre de l'amnistie générale va la vider de toute substance. L'amnistie est une tentative de gommer une partie de notre histoire en occultant l'héroïque résistance du peuple algérien et de ses élites face à la machine à tuer. Elle vise à passer sous silence les véritables crimes contre l'humanité commis à l'encontre du peuple algérien et dont les principaux artisans et les auteurs restent impunis. Il y a quelques jours, dix-huit braves soldats de l'Armée nationale populaire tombaient au champ d'honneur du côté de Biskra. Ni deuil, ni hommage. S'ils avaient été victimes d'une explosion de gaz, ils auraient eu l'hommage de la nation... L'amnistie et sa philosophie sont en marche...

M. F.